

**Point de presse de la porte-parole -  
Rappel de la déclaration du 1  
mai/Iran - JCPoA -  
Espagne/Déplacement de Mme  
Nathalie Loiseau -  
Sénégal/Entretien de M.  
Jean-Baptiste Lemoyne avec M.  
Mame Mbaye Niang, ministre du  
tourisme de la République du  
Sénégal - République  
centrafricaine/Violences à Bangui -  
Nigeria/Attaques terroristes  
(Paris, 02 mai 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a rappelé la déclaration du 1<sup>er</sup> mai et fait les déclarations suivantes :

**1 - Rappel de la déclaration du 1<sup>er</sup> mai - Iran - JCPoA**

Nous prenons note des informations présentées par le Premier ministre israélien au sujet des activités passées de l'Iran dans le domaine nucléaire.

Ces informations devront être étudiées et évaluées en détail. En première analyse, elles confirment qu'une partie du programme nucléaire iranien, comme la France et ses partenaires l'avaient relevé dès les premières révélations de l'été 2002, n'avait pas de finalités civiles. C'est cette analyse qui a guidé les E3 (France, Allemagne, Royaume-Uni, ainsi que le SEAE) tout au long de la négociation de l'accord de Vienne (plan d'action global commun/Joint Comprehensive Plan of Action/JCPoA) du 14 juillet 2015.

La pertinence de cet accord est renforcée par les éléments présentés par Israël : toutes les activités liées au développement d'une arme nucléaire sont interdites par l'accord, de manière permanente ; le régime d'inspections de l'AIEA mis en place grâce à l'accord est, lui, l'un des plus exhaustifs et des plus robustes dans l'histoire de la non-prolifération nucléaire.

Il est essentiel que l'AIEA puisse continuer à vérifier le respect du JCPoA par l'Iran et le caractère pacifique du programme nucléaire de ce pays. Les nouvelles informations présentées par Israël pourraient également confirmer la nécessité d'assurances de plus long terme sur le programme iranien, comme le Président de la République l'a proposé.

L'AIEA doit maintenant avoir un plein accès aux informations présentées par Israël, et décider

de la suite à donner avec l'Iran. Nous demandons une totale coopération de l'Iran et une pleine transparence sur cette question.

La Commission conjointe mise en place par le JCPOA pourra prendre en compte toute information communiquée par l'AIEA ou Israël.

## 2 - Espagne - Déplacement de Mme Nathalie Loiseau (Madrid, 2-3 mai 2018)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, effectue les 2 et 3 mai un déplacement à Madrid. Cette visite s'inscrit dans le cadre de notre relation bilatérale avec l'Espagne, d'une densité exceptionnelle et au service de la construction d'une Europe toujours plus unie.

Mme Nathalie Loiseau participera le 3 mai, à la faculté de droit de l'Université Complutense de Madrid, à une consultation citoyenne en présence de son homologue, M. Jorge Toledo.

Elle participera avec M. Jorge Toledo à une réunion de travail, qui portera entre autres sur les initiatives visant à l'approfondissement de l'intégration européenne, en faveur de laquelle nos deux pays sont engagés.

À l'occasion de son déplacement, Mme Nathalie Loiseau visitera le centre satellitaire de l'Union européenne de Torrejón. Le travail de cette agence européenne chargée de l'analyse d'images satellitaires contribue au renforcement de l'autonomie stratégique européenne. La France et l'Espagne sont engagées en faveur de l'Europe de la défense, notamment à travers nos actions pour la paix et la stabilité sur le continent africain.

## 3 - Sénégal - Entretien de M. Jean-Baptiste Lemoyne avec M. Mame Mbaye Niang, ministre du tourisme de la République du Sénégal (Paris, 2 mai 2018)

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, a reçu le 2 mai M. Mame Mbaye Niang, ministre sénégalais du tourisme.

Cet entretien a permis de faire un point d'étape sur la mise en oeuvre de la feuille de route conjointe " Accompagner l'émergence du Sénégal ", adoptée lors du séminaire intergouvernemental France-Sénégal d'octobre 2017. Cette feuille de route a fait du tourisme l'une des cinq priorités de coopération dans le domaine économique. Elle accorde une place particulière au développement de l'industrie touristique et du tourisme durable, ainsi qu'à la formation dans le domaine du tourisme.

Avec plus d'un million de visiteurs par an, dont 43 % sont français, le tourisme au Sénégal contribue à près de 100 000 emplois directs et à 6 % du PIB sénégalais. De nombreux groupes français (Club Med, AccorHotels, Keran, Horwarth HTL) sont engagés au Sénégal.

#### 4 - République centrafricaine - Violences à Bangui (1<sup>er</sup> mai 2018)

La France condamne les attaques perpétrées le 1<sup>er</sup> mai à Bangui contre les populations civiles et des édifices religieux chrétiens et musulmans.

Nous exprimons nos sincères condoléances aux familles des victimes. Les responsables de ces actes criminels devront en répondre devant la justice.

La France réitère son soutien aux autorités centrafricaines et de la MINUSCA dans leurs efforts pour rétablir la sécurité et l'autorité de l'Etat sur tout le territoire. Nous condamnons toutes les actions visant à entraver ces efforts et à instrumentaliser la religion à des fins criminelles.

La France réitère sa demande que tous les groupes armés, à Bangui et dans le reste du pays, cessent toute forme de violence et d'activités déstabilisatrices, déposent les armes et s'engagent sans délai et sans condition dans le processus de paix.

Ces violences confirment enfin la nécessité de progresser rapidement dans la mise en oeuvre de la feuille de route conjointe pour la paix et la réconciliation adoptée le 17 juillet 2017 à Libreville, en vue d'aboutir au désarmement effectif des groupes armés. La France réaffirme son soutien à l'action menée dans ce cadre par les autorités centrafricaines, l'Union africaine et les pays et organisations de la région.

#### 5 - Nigeria - Attaques terroristes (1<sup>er</sup> mai 2018)

La France condamne les attentats perpétrés le 1<sup>er</sup> mai contre une mosquée et un marché dans la ville de Mubi, dans l'Etat d'Adamawa (Nigéria), qui ont fait plusieurs dizaines de victimes.

Nous adressons nos condoléances aux familles des victimes et souhaitons un prompt rétablissement aux blessés.

Boko Haram demeure l'un des groupes terroristes les plus meurtriers au monde : il a tué plus de 1 500 personnes en 2017 et entraîné le déplacement de 2,4 millions de personnes au Nigéria et 200 000 dans les pays voisins. Près de 9,2 millions de personnes ont encore besoin d'une assistance vitale dans les quatre pays touchés par cette crise. Depuis la fin de l'année 2014, une force multinationale mixte, créée à l'initiative du Cameroun, du Niger, du Nigéria et du Tchad, met tout en oeuvre pour réduire la menace exercée par Boko Haram.

La France saisit cette occasion pour réaffirmer son engagement dans la lutte contre le terrorisme dans le bassin du Lac Tchad, aux côtés des forces de sécurité des pays de la région et de cette force régionale.

Nous poursuivons notre effort en termes d'aide humanitaire et de stabilisation, qui s'est élevé à 16,4 millions d'euros en 2017, pour venir en aide aux populations qui subissent les exactions de Boko Haram./.